

## **"Au Mali, chaque jour, les terroristes se renforcent"**



*Cheikh Modibo Diarra, le premier ministre malien, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 26 septembre*

**Cheick Modibo Diarra**, 60 ans, est depuis le 17 avril, le premier ministre du gouvernement malien de transition instauré après le retrait de la junte militaire. Il revient de New York où, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a formellement demandé à l'ONU une intervention militaire internationale afin de reconquérir le Nord du Mali contrôlé depuis six mois par des groupes islamistes armés.

### **Comment comptez-vous rétablir la souveraineté du Mali ?**

**Cheick Modibo Diarra** : Nous avons défini une stratégie en cinq points. Il faut, dès maintenant, commencer à sécuriser les grandes villes du Mali. Si vous regardez le *modus operandi* des terroristes qui occupent le Nord du Mali, ce sont des gens qui dès que vous les contrariez, commettent des actes de violences dans des zones peuplées. Il faut donc faire en sorte qu'il n'y ait pas d'infiltration, ni multiplication de cellules dormantes.

La deuxième étape, accomplie à New York, est de solliciter formellement l'aide de notre organisation sous régionale, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest [Cédéao], de l'Union africaine [UA], de l'Union européenne [UE] et de nos amis comme la France et les Etats-Unis et de transmettre au Conseil de sécurité notre requête d'intervention militaire internationale sous le chapitre 7 de la charte des Nations unies. Une fois votée, la résolution donnera une légitimité à tous ceux qui veulent et qui peuvent nous accompagner dans la libération du nord.

La phase deux se poursuivra avec des rencontres du gouvernement pour mobiliser toute la communauté internationale afin de voir qui veut participer, et comment, à la libération du nord. La troisième phase consiste, avec nos partenaires, à structurer et à solidifier l'armée malienne qui doit être le fer de lance de cette affaire.

Ces phases n'ont pas besoin d'être séquentielles. Elles peuvent se dérouler en même temps. La quatrième phase est de reconquérir le nord. Puis, enfin, il faudra sécuriser les régions libérées de façon durable.

### **Quel est votre calendrier ?**

J'espère que les débats [sur la résolution] vont commencer au Conseil de sécurité dès la semaine prochaine afin qu'elle soit adoptée avant la mi-octobre. Chaque jour qui passe, nous avons davantage de mutilations, d'amputations, de viols, d'actes de barbarie dans le nord de notre pays. Le plus rapidement la résolution sera adoptée, le mieux ce sera. Et je suis convaincu que dès que nous aurons une résolution la plupart de ces malfrats et bandits essaieront de s'échapper avant même que les choses sérieuses commencent. Seuls les plus endurcis resteront.

### **Quand espérez-vous que la Cédéao enverra le contingent de 3 300 hommes qu'elle a promis de déployer au Mali ?**

Une fois la résolution votée, on pourra immédiatement demander à la Cédao de déployer des troupes qui nous aideraient à sécuriser la ligne de séparation entre le nord et le sud. Parce qu'à ce moment là, juste après le vote, les belligérants du nord et les narcotrafiquants vont se dire " *le Mali ne sera jamais plus aussi faibles, bientôt des soldats vont venir renforcer notre armée donc si nous voulons vraiment lui nuire, c'est le moment où jamais* ". Il faut donc que la force de la Cédéao soit prête pour un déploiement presque immédiat dès l'adoption de la résolution.

### **Hillary Clinton a estimé que "seul un gouvernement démocratiquement élu aura la légitimité pour parvenir à une résolution négociée au Nord Mali et mettre un terme à la rébellion". N'est-ce pas le signe que les Etats-Unis sont opposés à une intervention internationale ?**

Des élections... Quelle serait la légitimité d'un président élu dans un pays qui ne peut pas faire voter tous ses citoyens ? Je ne pense pas que les Etats-Unis bloqueront la résolution au conseil de sécurité de l'ONU

Ils veulent participer au règlement de la situation dans le Sahel. Mais leur législation leur interdit de collaborer avec des gens arrivés au pouvoir après un coup d'Etat, jusqu'à de nouvelles élections. Je ne pense pas que le désir des USA soit de faire perdurer la souffrance et le risque de globalisation des problèmes dans le Sahel. C'est juste une façon de nous dire ne pas prolonger inutilement la transition. Les Etats-Unis nous ont toujours demandé d'organiser, le plus rapidement possible, des élections crédibles. Ce message nous l'avons compris.

### **Si la résolution est votée en octobre, quand les forces de la Cédéao pourront-elles se déployer ?**

On pourrait immédiatement demander à la Cédao de se déployer pour nous aider à sécuriser la ligne de séparation entre le nord et le sud. Parce qu'une fois que la résolution sera adoptée les belligérants du nord et les narcotrafiquants vont se dire " *le Mali ne sera plus* "

*jamais aussi faible, des soldats vont venir le renforcer donc si nous voulons vraiment lui nuire c'est le moment où jamais".* La force en attente de la Cédéao peut donc être invitée à renforcer les Maliens qui patrouillent dans cette zone et ainsi nous accorder un peu de tranquillité d'esprit pour préparer les autres phases. Donc j'inviterai la Cédéao à se déployer presque immédiatement après l'adoption de la résolution. Même si ce n'est pas toute la force.

Une fois la résolution adoptée, une stratégie consensuelle pourra être dégagée entre tous les participants. Mais sans attendre, il faudra renforcer la ligne de séparation pour que le problème ne gagne pas en complexité à cause des infiltrations ou des tentatives pour casser cette ligne.

### **Sur quels pays comptez-vous ?**

La question du Mali ne concerne pas seulement la Cédéao, mais toute la communauté internationale. Le Mali et la Cédéao joueront un rôle-clé mais il faut aussi inviter des pays du champ, tels que l'Algérie et la Mauritanie dont la participation est incontournable, des amis, comme le Maroc ou le Tchad. Bref, tous ceux qui pourraient venir nous aider à contenir le problème à une zone très restreinte en attendant que la communauté internationale – France, Etats-Unis, Grande-Bretagne notamment – apprête sa force d'intervention pour faire un travail propre et rapide.

### **La Cédéao est-elle prête ?**

Vue l'insistance avec laquelle cette organisation nous a demandé de faire une requête d'intervention internationale, j'imagine que cela veut dire qu'il existe une telle force, quelque part. On a même parlé d'une force de 3 300 hommes. Dans un premier temps, il ne s'agit pas de tous les déployer, mais peut être un tiers pour renforcer nos lignes. A propos de l'Algérie et de la Mauritanie, ce sont des pays avec lesquels nous partageons près de 4 000 km de frontières. Il est évident que leur participation est incontournable. La question n'est pas de savoir qui est pour ou contre une intervention. Chacun dans cette affaire a son opinion. Certains pensent même qu'il faut négocier. Mais avec qui négocier ? Et pourquoi, on ne l'a pas fait jusqu'à présent ?

D'où l'intérêt d'internationaliser la crise avec la résolution de l'ONU. Ce consensus prévaudra. C'est une initiative malienne, ça se passe au Mali, le gouvernement malien a une stratégie en 5 points pour demander l'aide internationale. Ça fait plus de huit mois que dure la crise et je n'ai pas vu de solution non militaire émerger. En revanche, la situation empire de jour en jour avec les amputations, les flagellations, les viols, les destructions de nos sites au nord. Tout cela s'est passé sans que ceux qui croient à la négociation ne nous montrent le chemin pour ramener ces gens à la raison.

Parler de négociation en ce temps-là en réalité ferait perdre un temps précieux. Chaque jour qui passe, ces terroristes se renforcent, mettent en place des infrastructures de plus en plus sophistiquées qui nous demanderont davantage d'avantage d'efforts pour sortir de la crise. Le temps pour ces négociations est passé. Nous avons utilisés tous les canaux possibles. Nous avons un médiateur désigné par la Cédéao [*Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso*] mais à ce jour nous n'avons pas reçu, de la part des terroristes et des occupants, un seul signal disant " nous voulons négocier ".

Il ne faut pas faire d'amalgame. Ce n'est pas un problème entre Maliens mais un problème avec des terroristes, des narcotrafiquants, des preneurs d'otages, des bandits de toutes sortes...Il faut que la communauté internationale se soulève contre tout cela et qu'elle les repousse.

Nous sommes prêts à négocier, à tout moment, avec le MNLA [*Mouvement national de libération de l'Azawad*]. Mais le MNLA ne représente, peut être, que 10% de la population au Nord et militairement il n'est plus sur le terrain. Les terroristes du MUJAO ont complètement décimé la branche militaire du MNLA. Il ne reste que la branche politique qui se promène à travers le monde et qui demande des négociations.

Mais cela n'a rien à voir avec le plus gros problème du Sahel : la présence de trafiquants de tous ordres et de plusieurs groupes terroristes connus au niveau international. Les pays qui parlent de négociations nous ont fait perdre du temps. Six mois après, un millier de terroristes dotés d'armes sophistiquées se sont installés. Cela n'a rien à voir avec les revendications de petits groupes dissidents du Mali.

### **Cette offre de dialogue provient pourtant du président malien, Dioncounda Traoré et de Blaise Compaoré...**

Moi non plus je ne veux pas faire la guerre avec mes compatriotes. Les seuls avec lesquels on peut négocier ce sont ceux du MNLA. Ansar Dine ? Une de ses branches vient d'amputer des gens à Tombouctou. J'appelle ça des extrémistes pas des séparatistes. Ce n'est pas la même chose. Il ne s'agit pas de mobiliser la communauté internationale pour aller combattre des Maliens qui ont des revendications que certains peuvent trouver justes. Il s'agit d'aller déloger des narcotrafiquants et des terroristes qui petit à petit se sont installés et qui menacent non seulement le Mali et la région mais aussi, à terme, le reste du monde.

L'offensive du MNLA au début de l'année a ouvert la porte au chaos par laquelle sont entrés toutes sortes de terroristes : Boko Haram, le Mujao, Aqmi, des salafistes de tous bords et Ansar Dine qui se rapproche de plus en plus de la définition du terrorisme. Ils se sont infiltrés et ont fini par chasser ceux qui ont commencé ce problème. Il n'y a personne, actuellement sur le terrain, avec lesquels on peut nous suggérer de négocier. Ceux avec lequel nous sommes prêts à négocier [*le MNLA*] sont éparpillés entre Nouakchott, Niamey et Ouagadougou. Mais cela ne doit pas retarder la résolution que nous avons prise au niveau du Mali et sur la base de laquelle on a invité d'autres à venir nous aider pour débarrasser le monde entier de ce fléau.

### **Est-ce que tous les Maliens, au sud, sont d'accord avec le déploiement de forces étrangères sur leur sol ?**

Premièrement, le capitaine Sanogo [*ex-chef de la junte*]... Notre décision de demander une intervention internationale est une décision politique dans laquelle il ne s'est pas impliqué. La position du président et du gouvernement représente celle de tout le Mali. Le capitaine Sanogo... C'est une décision politique dans laquelle il ne s'implique pas. La position du président et du gouvernement représente celle de tout le Mali. Comment demander à des gens de venir nous aider sans qu'ils soient présents sur le territoire. Venir aider le Mali à libérer le nord c'est une chose, stationner à Bamako qui est à 600 km de la ligne de séparation en est une autre. Peut-être que les troupes qui vont aller au front vont transiter par Bamako. Des avions d'une certaine dimension devront nécessairement atterrir à Bamako. On verra.

Mais ce sont juste des forces qui doivent transiter vers la ligne de front. Mais une fois qu'on aura mutualisé les forces, les généraux diront où il faut stationner les forces... Mais on n'en est pas encore là. Aujourd'hui je ne vois pas la nécessité de stationner des troupes à Bamako. Nous avons les effectifs nécessaires pour sécuriser les institutions de la République.

J'ai créé une force de plus de 1 200 hommes pour sécuriser la présidence, la primature, l'Assemblée nationale, les cours suprême et constitutionnelle, les ambassades et faire des patrouilles en ville. Ils peuvent effectivement bénéficier d'un rafraîchissement de leurs capacités antiterroristes dans les grandes villes, mais nous n'avons pas besoin d'aide extérieure pour sécuriser les organes de la République. Seulement les équiper et les former.

Peut-être qu'à Bamako les gens ne comprennent pas que la longueur de la piste d'atterrissage est supérieure à celle de Mopti et qu'elle peut donc accueillir certains avions et certaines personnes en transit.

### **On a pourtant parlé d'établir le quartier général (QG) de la force à Bamako.**

Un QG peut être n'importe où maintenant, compte tenu de la modularité des équipements de transmission. Bamako est une ville de 3 millions de personnes. Moi, si j'étais un tacticien militaire, et que je me battais contre un ennemi sophistiqué, je ne mettrais pas mon QG dans un endroit très peuplé. Aujourd'hui, on peut installer des QG n'importe où. Pourquoi pas à N'Djamena ? Il faut attendre que les experts, que tout ceux qui veulent nous aider se mettent ensemble, ce sont eux qui viendront avec une stratégie. Alors on verra. On met en avant la question de la stratégie avant même de connaître les moyens dont nous disposerons, quels pays nous aideront pour la reconquête.

### **L'aéroport de Bamako pourrait-il être militarisé ?**

On est d'accord avec tout ce qu'exigera la stratégie commune. Mais les villes concernées telles que Tombouctou et Gao sont plus proches de Ouagadougou ou de Niamey que de Bamako. On prendra notre part mais vous verrez aussi que beaucoup de possibilités s'ouvriront à nous quand les pays intervenants se seront déclarés.

### **Tout cela va prendre un temps fou ?**

Pas nécessairement. Une fois votée la résolution, en une semaine, tous ceux qui voudront intervenir pourront être connus. Leurs moyens, leurs ressources, leurs experts, le terrain sont connus. Je suis sûr que la surveillance satellitaire des bandits est en cours. Ça peut aller très, très vite. Le plus important, c'est la capacité des forces en attente de la Cédéao à envoyer quelques hommes pour renforcer nos lignes et ne pas ajouter une complexité à la résolution du problème. Si on tient cette ligne de séparation, les choses pourront aller vite.

### **Vous voulez que l'armée malienne soit en première ligne, est-elle capable d'assumer ce rôle ?**

Depuis le début de la transition, l'armée se ressoude et renforce sa chaîne de commandement. Elle a besoin d'être équipée et formée mais il existe déjà un noyau très compétent.

### **Qu'attendez-vous de la part de la France ?**

J'ai été vraiment très, très frappé et ému par le leadership que le ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, et le président François Hollande ont mis en œuvre à New York. Cela ne me surprend pas au regard des relations anciennes entre nos deux pays. Mais ça a été un moment fort quand j'ai vu la France, membre permanent du conseil de sécurité, intervenir avec autant de détermination et de clarté. Je suis sorti en me disant " *c'est le début de la fin pour la crise au Mali* ".

### **Qu'entendez-vous par leadership ?**

C'est-à-dire faire voir aux autres la nécessité de s'attaquer au problème à un moment où d'autres n'en sont pas encore conscients. Parce que le problème est trop éloigné. La piste de Tessalit est une de plus longues du Mali. De là on est à 2 h 30 de l'Europe ! Le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire sont menacés de façons immédiates. La Chine, la Russie, l'Amérique sont plus éloignés. Mais ceux qui sont capables de voir les ramifications et d'attirer l'attention des autres, ça c'est une forme de leadership.

Un autre aspect est de s'impliquer pour qu'aux Nations unies le problème soit visible. Puis une fois que toute la communauté se sera décidée d'agir, il faut que la France fasse le premier pas. Aujourd'hui nous sommes dans la première phase de sécurisation des villes. C'est une phase pendant laquelle la France peut nous aider. Nous avons besoin de tous les équipements modernes pour détecter les bombes, les armes à feu, besoin d'équipements de communication. On peut attendre ça de la France. Et puis, une fois que la communauté internationale sera convaincue de la nécessité d'agir, il faudra que la France fasse le premier pas. Le jour où la force internationale s'engagera, quand on aura besoin d'utiliser la troisième dimension, les Mirage français pourraient s'engager. Si la France le veut, ses forces spéciales pourront aussi se joindre à nos forces armées. Tout est ouvert.

Mais déjà, le fait d'avoir pris l'initiative d'expliquer au monde la nature globale du danger que nous courrons, c'est la preuve d'un leadership très fort. Parce que j'ai l'impression que beaucoup ne sont pas conscients de ce qui nous guette. Les gens pensent que le danger arrivera dans deux ou trois ans et que d'ici là, le danger pourra être contenu dans une zone du Sahel, sans déborder... C'est une erreur. Le danger est beaucoup plus imminent et immédiat.

### **Ne craignez-vous pas que la question des otages français ne paralyse l'action de Paris ?**

C'est un problème très important, pour nous également. Nous sommes en train de chercher des informations. Mais justement, le leadership d'une nation se mesure aussi à sa capacité de ne pas se faire prendre tout en entier en otage. Sans oublier ses otages, la République française est en train d'assumer son rôle de leader mondial. D'autres Etats se seraient recroquevillés, AQMI [Al-Qaida au Maghreb islamique] aurait dicté sa politique étrangère. Le fait que le président Hollande ait rejeté cela est remarquable et applaudi partout dans le monde. La communauté internationale devrait faire tout ce qu'elle peut pour aider la France à libérer ses otages.